

# LA PAC PATRAQUE



**Vincent Réquillart** est chercheur à l'Institut d'économie industrielle (Idei) de l'université de Toulouse.

Il fallait s'y attendre. La proposition de réforme de la politique agricole commune (PAC) du commissaire européen Franz Fischler a soulevé l'indignation des milieux agricoles. Le système actuel est, pourtant, tout sauf efficace. Le soutien au secteur agricole dans l'Union européenne, en 2000, s'est élevé, selon l'OCDE, à près de 100 milliards d'euros, soit 15 000 euros par agriculteur actif. Cet effort est fourni pour une petite moitié par le contribuable et, grâce à un soutien

des prix, par le consommateur.

Suite à l'accord entre le chancelier Schröder et le président Chirac, le soutien au secteur agricole a été réaffirmé. Dans ces conditions, il faut au moins s'assurer que cette politique sera efficace. Le soutien aux revenus des agriculteurs via les prix est celui qui engendre le plus d'inefficacités pour l'ensemble de l'économie. Il oriente les agriculteurs vers des productions pour lesquelles ils n'ont aucun avantage compétitif. De plus, le soutien des revenus par les prix a débouché sur une politique d'aide aux exportations qui revient à subventionner les consommateurs étrangers !

La proposition Fischler s'inscrit dans une démarche

plus générale, qui vise à réduire l'aide par les prix ; à assurer un soutien au revenu par le biais de transferts venant du contribuable, sous certaines conditions, comme le respect de l'environnement ; à plafonner ce soutien pour les plus grandes exploitations (actuellement 70 % du soutien bénéficient à 3 % des exploitations) dans un souci d'équité ; et enfin à réorienter l'aide à la production vers le développement rural.

Ce projet va dans le bon sens. Il rendra la politique agricole plus efficace. Le soutien accordé par le contribuable pourra être mieux ciblé. Il est également prudent, notamment en ce qui concerne la dégressivité dans le temps du soutien. L'argent du contribuable doit en effet être une aide à la restructuration et non une rente à long terme. Cette proposition, en rendant plus visible le soutien à l'agriculture, posera la question de sa légitimité et de sa répartition entre les producteurs. C'est bien ce qui a provoqué une levée de boucliers.

Ces réformes finiront par être engagées. La France ferait mieux de les anticiper plutôt que de maintenir l'illusion que rien ne changera.

*“L'argent du contribuable doit être une aide à la restructuration et non une rente à long terme.”*

## Chirac s'égare

La place inconfortable qu'a occupée la France dans le ballet diplomatique et militaire de ces dernières semaines montre la difficulté de promouvoir une troisième voie quand chacun est sommé de choisir son camp. C'est peu de dire que la France peine à passer le cap de la chute du mur et de la fin des socialismes. Il y a des décennies que son administration est plus à l'aise avec les dictateurs, notamment communistes, qu'avec des peuples libres. Quoi d'étonnant pour qui considère avec quelle complaisance l'administration française a collaboré en 1940 ? Le mensonge magnifique du général de Gaulle portant au monde l'image d'une France résistante a sauvé l'administration française d'une épuration méritée. La France continue de le payer au prix d'une conception fautive de son rôle dans l'histoire, d'une fonction publique au-dessus des lois, et d'une prétention morale dont ses alliés seuls savent le prix.

L'utilisation de l'ONU par la France comme forum de politique intérieure, étalant les disputes de l'Occident et diminuant la capacité à agir d'une gouvernance mondiale dont l'autorité est notre intérêt vital ; l'alliance célébrée sur tous les tons avec la Russie, la Chine, illustres démocraties. Est-ce cela, la fameuse troisième

voie ? Qui a dit que ceux qui ne distinguent pas leurs amis de leurs ennemis ne savent pas qui ils sont ?

Cristalliser les divisions de l'Occident autour d'une question mineure au regard des enjeux proches de l'ordre international en Asie, laisser l'arme pétrolière à des ennemis de la société ouverte prépare les guerres futures quand l'équilibre des forces ne sera plus à l'avantage écrasant de l'Occident et peut faire basculer le Maghreb si proche dans une régression dramatique, et pour lui, et pour nous.

Le monde bouge et la France vieillit. Le désarmement intérieur qui prépare les conflits armés de tous les Nîmes à venir et fait changer les enfants juifs d'écoles où la France ne peut assurer ni leur sécurité ni le respect de ses lois, est en germe dans les complaisances diplomatiques du moment. Le président Chirac défie le magistère américain et voudrait bien ressembler à de Gaulle. Pourvu qu'il ne soit pas le Dardai de Munich ! L'intérêt des Français commande d'en finir avec la tolérance, dont certains des régimes les plus criminels que le monde ait connus bénéficient, grâce à une conception fautive de la souveraineté et de l'ordre international, héritée de la guerre froide. Il commande surtout de dire au monde que ce qui unit l'Occident est plus que ce qui le divise.



MICHEL DELUC

**Par Hervé Juvin,** président d'Eurogroup Institute, membre de l'Observatoire de L'Expansion.